

JUSTICE, IMPUNITÉ, et DROITS DE L'HOMME

Un grand débat au mois d'août à Tana ! L'ONU et l'Union interafricaine seront présentes

Dans la discrétion mais avec beaucoup de détermination, l'Union interafricaine des droits de l'Homme (UIDH) et la Société civile Malgache-Droits de l'Homme (SCM-DH) préparent la tenue d'un colloque international sur le thème : « Droits de l'homme pour la paix et l'intégration régionale, Droits de l'homme dans les îles de l'Océan Indien : état des lieux et perspectives ». Ce colloque, sauf changement majeur de programme et de calendrier, devrait se dérouler à Antananarivo du 25 au 30 août 2003, « sous le haut patronage du Président de la République de Madagascar, avec la participation de l'ONU, du Conseil mondial de la diaspora panafricaine et des îles africaines de l'Océan Indien, sous la direction de Mme Mathilde Rabary du Comité International d'Organisation ».

Madagascar a été particulièrement ciblé, à en croire l'intitulé du dossier de présentation dudit colloque que les organisateurs ont voulu finir, « après avoir pris connaissance des grands événements qui ont eu lieu à Madagascar suite aux élections présidentielles du 16 décembre 2001, dont le peuple malgache a été doublement vic-

time, de la complicité de la communauté internationale et surtout de l'Union africaine, qui ne se hâtaient pas de comprendre la gravité de la situation qui continue d'endeuiller le peuple malgache, victime de la dictature autocratique et de mal gouvernance de plus de 25 ans de démocratie et de libertés confisquées ». Dans le programme, encore provisoire, selon nos sources, plusieurs thèmes seront à discuter. A la fin du colloque, il y aura une lecture des résolutions et déclarations.

Contre l'Humanité

Concernant particulièrement Madagascar, les organisateurs ont pensé à introduire comme thème de débats, entre autres, « L'indépendance de la Justice et les problèmes de l'impunité »,

ou encore, « La bonne gouvernance, la transparence et la démocratie participative ». Des sujets assez pertinents pour le pays qui cherche à bien établir le début d'une mutation non seulement au niveau de son mode de vie mais surtout au niveau de la structure de la politique générale de l'Etat. D'autres thèmes plus internationaux seront également abordés comme, entre autres, « Les problèmes de la paix mondiale à la lumière de la Déclaration universelle des droits de l'Homme », « Etat des droits de l'Homme dans les îles de l'Océan Indien », « La Cour pénale internationale et les crimes contre l'Humanité », « Les populations déplacées, les enfants de la rue et de la guerre », « Les handicapés et les personnes vulnérables », etc.

Très onéreuse

Le programme encore provisoire prévoit la participation des représentants des îles de l'Océan Indien et celle de hautes personnalités représentant l'Etat malgache, des cours internationales, de l'ONU, de l'UNICEF, de l'OMS, du PNUD, ou encore de l'UIDH. L'opinion attend de ce genre de colloque des indices permettant d'amorcer les réformes en matière de justice et de droits de l'Homme à Madagascar, gage d'un véritable Etat de droit et d'une authentique transparence. Que ce genre de réunion, d'habitude très onéreuse, puisse servir de base pour ces réformes et non rester le simple fruit d'un pèlerinage intellectuel effectué dans une salle de salon feutrée.

recueillis par Val A.

FJKM

Edmond Razafimahefa, dans le collimateur de ses pairs en Europe ?

Un petit remous se serait établi dans le cercle de la FJKM (Église réformée malgache) située en Europe (France, Belgique, etc) après la lecture de l'article d'un confrère, paru dans un quotidien de la capitale, sur les déclarations du président de la FJKM, le Pasteur Edmond Razafimahefa, faites à la cathédrale d'Analakely, le 11 mai dernier. Ces déclarations à l'endroit du Président de la République auraient été un peu trop osées aux yeux de ces prélats compatriotes à l'étranger. Selon une correspondance particulière qui nous est parvenue, la FJKM d'Europe

chercherait le moyen de « destituer » Edmond Razafimahefa de son poste de président de la FJKM à Madagascar, à cause de ces déclarations. Le « Synodami-paritany Fjkm Ampitan'Anomasina sy Frantsa » n'a pas supporté que le président de la FJKM puisse « utiliser le sabre contre le vice-président de la même FJKM ». Le fait pour Edmond Razafimahefa d'avoir interpellé le Président Ravalomanana et le Gouvernement « à tout faire pour conforter davantage l'unité nationale, appliquer le vrai fahamarinana, ... », paraît excessif pour ces responsables de la FJKM d'Andaty. Une

affaire à suivre.

Quoi qu'il en soit, sur le plan général, les événements qui se passent chez nous ne sont pas toujours appréciés de la même manière ici et ailleurs. La différence se révèle au vu du degré d'information. Nos compatriotes à l'étranger ne sont toujours pas informés convenablement malgré la publication des articles de presse sur internet. A en croire les interventions dans les différents forums sur internet, le contexte national n'est pas toujours bien saisi.

Val A.